

10 NOVEMBRE 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN OUVERTURE DE LA RÉUNION MONDIALE SUR L'ÉDUCATION AU SIÈGE DE L'UNESCO

[Télécharger le .pdf](#)

Madame la Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Monsieur le Président de la Namibie, Madame la Première ministre de Tunisie, Madame la Directrice générale, chère Audrey, je suis très heureux, Mesdames Messieurs les ministres, Madame la Commissaire, Mesdames Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames Messieurs, d'être parmi vous aujourd'hui.

Je trouve qu'il y a quelque chose d'éloquent dans le plateau qui est là. Sahle ne peut pas être avec nous aujourd'hui, je sais qu'elle le regrette compte-tenu des questions éminemment sécuritaires et de la terrible guerre que traverse son pays mais vos trois pays n'ont pas vie facile et vous êtes trois chefs d'Etat et de gouvernement qui êtes là, aux côtés de la Directrice générale à Paris, pour parler d'éducation et venir soutenir cette initiative, conscientes et conscients du fait que les défis qui sont les vôtres, d'urgence extrême, impliquent néanmoins de rester investis collectivement sur cette bataille fondamentale qui est celle pour l'éducation. C'est aussi pour cela que je tenais à être à vos côtés, Madame la Directrice générale, parce que l'éducation de nos enfants est en effet une cause sacrée et elle a été éminemment bousculée et elle continue de l'être par les morsures de notre époque.

D'abord la pandémie, vous l'avez évoquée les uns et les autres. Au plus fort de la crise et de l'épidémie que nous venons, et que nous sommes encore en train de traverser, il y a eu 1,5 milliard de jeunes filles et de jeunes garçons qui ont été privés d'école ou d'université. Ils l'ont encore été davantage dans les endroits où il y avait de la pauvreté, où il n'y avait pas de numérique et où cette impossibilité de rejoindre son école, son collège, son lycée ou son université n'avait aucun palliatif, aucune possibilité d'apprendre depuis chez soi ou derrière un écran. Et il y a aujourd'hui, vous l'avez rappelé, madame la Directrice générale, durablement peut-être, 11 millions de filles qui pourraient ne plus trouver les bancs de l'école suite au Covid. Et donc, les inégalités éducatives que nous connaissons avant la crise sont encore renforcées par celle-ci.

Notre planète a vécu soudain une privation de liberté au carré pour cette jeunesse, pour nos enfants, les empêchant de retrouver leurs contemporains et d'apprendre. Mais la pandémie ne serait qu'une chose car elle est limitée dans le temps et nous sommes en train collectivement de la vaincre aussi par notre engagement, par la science et par la solidarité internationale si l'école et l'éducation n'étaient pas toujours la première victime des obscurantismes. Lorsque le terrorisme attaque, il attaque l'école et la France l'a vécu dans sa chair. La reprise des attentats dès 2012, ce fut une école touchée. Il y a encore un an, Samuel PATY, assassiné. Partout dans le monde, quand le terrorisme gagne un centimètre, c'est l'école qui se sacrifie. Et vous avez rappelé, Madame la Directrice générale, ce que le Niger a vécu ces derniers jours. Je veux ici avoir une parole de solidarité pour tous les pays du Sahel en particulier, et tous les États qui souffrent aujourd'hui du terrorisme, lequel conduit à fermer à chaque fois des centaines, des milliers d'écoles au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Nigeria et ailleurs. À chaque fois, ce sont les écoles, les premières victimes. À chaque fois, ce sont les enfants, renvoyés vers l'obscurité. À chaque fois, ce sont les jeunes filles, plus encore que les jeunes garçons, qui sont privées de l'accès au savoir. Notre enjeu est donc bien là. Celui qui permet d'accéder aux opportunités, celui qui permet d'accéder au savoir, celui qui permet véritablement de bâtir la paix, c'est l'éducation, c'est l'école. C'est pourquoi le combat que nous menons collectivement est un combat existentiel pour les démocraties et pour la coopération entre les nations, pour la coexistence pacifique entre les nations. Ce combat, c'est celui qui a été au cœur de la République française et je veux saluer ici l'action que mène notre ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports depuis bientôt 5 ans.

Notre République s'est construite par l'école, le savoir, par sa capacité à faire accéder des femmes et

des hommes qui pendant longtemps n'avaient pas accès à ce savoir, à celui-ci, à une langue commune, un savoir commun. Et à travers l'école ouverte durant la crise, puisque la France fut l'un des pays qui a le moins fermé ses écoles, à travers tout le travail pour une école de la confiance, une obligation scolaire élargie, une obligation de formation au-delà de 16 ans, le dédoublement des classes, les internats d'excellence et j'en passe, l'objectif qui est le nôtre depuis 4 ans et demi est bien de continuer à mener ce travail inlassable de lutte contre l'obscurantisme et de conquête, à chaque fois supplémentaire, d'une part de confiance, d'une égalité des chances. Et en quelque sorte, c'est le combat que nos pays ont à mener, celui qui consiste à ne pas faire bégayer l'histoire et, comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Président, à permettre à tout enfant, quelle que soit son origine, d'avoir accès à des fonctions, des responsabilités, des opportunités, simplement en raison de ses talents et de son engagement et pas en étant déterminé par une assignation familiale ou sociale. C'est ce qui fait que vous recevoir aujourd'hui à Paris est pour nous une fierté car je veux croire en effet que Paris est cette capitale de l'éducation grâce à l'UNESCO, grâce à votre travail, Madame la Directrice générale, le travail de l'ensemble de vos équipes et ce qui a été mené durant la crise et bien avant, depuis le début de votre existence.

L'UNESCO, à travers la coalition qui a été bâtie durant la pandémie pour justement résister, le travail essentiel mené pour les questions éducatives mais aussi, le lien entre l'éducation et la culture, joue un rôle essentiel dans ce combat. Mais par la présence également de l'OCDE à Paris, organisation internationale qui joue un rôle essentiel pour le partage des meilleures pratiques, l'évaluation des pratiques éducatives, à travers maintenant la présence d'un bureau du Partenariat mondial pour l'éducation qui a fait le choix, il y a maintenant, un peu plus de deux ans, d'installer une partie de ses équipes à Paris pour conforter ce lien, à travers la présence de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui elle aussi, conduit des actions éducatives absolument essentielles, à travers tous les continents pour former, aider à apprendre et à travers les actions menées à l'international par le ministère de l'Éducation nationale et du ministère des Affaires étrangères et notre réseau d'écoles. Tout cela fait de Paris l'épicentre de ce combat pour l'éducation et une capitale mondiale de l'éducation qui vise, d'une part, à promouvoir ce sujet et à le mettre au cœur, comme nous le faisons aujourd'hui, de l'agenda international.

Ensuite, d'investir pour la formation des enseignants et des formateurs, combat essentiel, car développer les écoles n'est pas simplement construire des murs, mais c'est permettre de former les enseignants aux meilleures pratiques, de diffuser les pratiques et les contenus à l'international à travers nos formateurs, mais aussi aujourd'hui, les instruments numériques et les pratiques en ligne. De permettre également l'évaluation indépendante ouverte, transparente et de permettre l'échange de bonnes pratiques. Tout cela, l'UNESCO, avec les partenaires que j'ai évoqués, le fait ici et à travers le monde et donne à ce combat, je dirais, toute sa force et toute sa place. C'est pourquoi nous continuerons à investir, consolider le travail qui est le vôtre, l'accompagner dans les années qui viennent car ce combat est essentiel. A cet égard, je veux ici soutenir à mon tour la Déclaration de Paris. Elle constitue un pas en avant absolument indispensable en faisant de l'école le lieu privilégié de construction d'un projet commun, d'un destin partagé pour nos sociétés, en faisant de l'école la victoire des lumières de la science contre toute forme d'obscurantisme. Les chiffres de l'UNESCO sont d'ailleurs cruels à cet égard avec beaucoup des Etats membres. Moins de 1 % des plans de relance à travers le monde ont été consacrés à l'éducation. Et donc, à ce titre, l'impératif qui est posé par la Déclaration de Paris constitue à mes yeux une forme d'impératif catégorique : consacrer au moins 4 à 6 % du produit intérieur brut à l'éducation. Consacrer une part plus significative des plans de relance nationaux à l'éducation. Augmenter le volume, la prévisibilité et l'efficacité de l'aide internationale à l'éducation pour ainsi forger un droit à une éducation de qualité pour chaque enfant et consacrer l'éducation en tant que bien public et commun. Derrière ces principes, ce sont donc des réalités qu'il faut mettre, des engagements budgétaires et des choix clairs dans chacun de nos pays, mais aussi pour mieux structurer notre aide publique au développement, notre investissement solidaire. C'est à ce titre que nous avons, dès 2018, augmenté notre participation au Partenariat mondial pour l'éducation, ce que nous avons encore confirmé pour la période 2021-2025. avec 333 millions d'euros. C'est aussi pour cela

que la France est engagée avec le Programme alimentaire mondial pour une initiative forte pour l'alimentation scolaire et permette de servir partout à travers le monde des repas pour nos enfants. Et c'est aussi pour cela que nous continuerons, au-delà de la déclaration de Paris, de soutenir toutes les coalitions ainsi portées pour mettre l'éducation au cœur de nos politiques parce que c'est ainsi qu'on bâtit les citoyens, parce que c'est ainsi qu'on construit l'égalité entre les femmes et les hommes et parce que c'est ainsi qu'on construit de manière durable des opportunités économiques et l'avenir de nos sociétés.

Cette déclaration de Paris est donc à mes yeux, le socle des initiatives à venir qu'il nous faut maintenant continuer de bâtir. La planète est en train de se mobiliser avec retard, encore de manière imparfaite, pour le climat en ce moment à Glasgow mais le combat pour l'éducation est un combat aussi important car sans celui-ci, la science recule. L'obscurantisme gagne. Les doutes, y compris sur ce que la science permet d'établir, qu'il s'agisse des dérèglements climatiques, qu'il s'agisse de la confiance dans le vaccin ou de la manière de lutter contre une épidémie, prospèrent et donc si nous voulons avoir des sociétés qui sont encore des sociétés de progrès, qui décident de coopérer, qui mettent l'intelligence au service du bien commun, nous avons besoin de redonner de la force au combat pour l'éducation, nous avons besoin partout à travers le monde de bâtir un agenda pour l'éducation qui est un véritable agenda d'investissement dans l'humain car il est la base de tout. Il est le socle sans lequel ce que nous investissons pour le climat, pour la santé ou pour nos autres biens mondiaux se désagrègera derrière les coups de boutoir de l'obscurantisme, derrière les coups de boutoir de toutes celles et ceux qui veulent à nouveau faire reculer nos sociétés. C'est pourquoi je tenais à être parmi vous aujourd'hui car cette Déclaration de Paris, pour moi, est le fondement de ce multilatéralisme efficace et de nos engagements. Elle est le fondement de ce que nous aurons à construire dans les mois et les années qui viennent.

Dans quelques mois, la France prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne. Nous mettrons aussi ce sujet au cœur de notre agenda. Nous aurons à bâtir un nouveau partenariat avec l'Afrique. Je l'ai mis au cœur de la présidence française et ce New Deal que nous avons décidé de construire avec nos partenaires africains aura une composante éducative essentielle. Comment accepter aujourd'hui qu'à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, dans nos propres règles de coopération, nous ayons les mêmes chiffres, la même grammaire financière qu'avant la pandémie là où, pour tous nos pays, nous l'avons adaptée ? Comment accepter de demander les mêmes contraintes à des États qui parfois dépensent 20-30 % pour leur sécurité et qui, du coup, sacrifient sur quoi ? L'éducation de leurs enfants. Nous ne bâtirons une relation équitable que si, là aussi, nous savons remettre les choix véritables et cet investissement éducatif au cœur de ce partenariat nouveau.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que je voulais partager avec vous en venant soutenir tout à la fois vos travaux et votre engagement. Ce que nous sommes en train de construire, c'est un nouveau pacte entre nos générations qui est en même temps un pacte de justice entre les différentes régions de la planète et je crois que ce combat est au cœur de votre organisation. L'UNESCO, qui est cette conscience des Nations unies, l'UNESCO qui est le fruit de combats d'éminents politiques et philosophes français, et j'ai emprunté quelques mots, et à BLUM et à BERGSON dans les phrases que je viens de prononcer. L'UNESCO fêtera dans deux jours ses 75 ans et je pense que le combat que vous portez aujourd'hui à travers cette réunion est au cœur de votre histoire mais également de tous les combats futurs pour l'UNESCO.

Merci pour cela. Merci à toutes et tous pour vos travaux et merci des combats à venir.

